

A- qui profite la dette ? #FeteDeLHumanité

62 min · Parti Socialiste

Nous sommes très heureux d'avoir avec nous Lim, qui est secrétaire national du Parti Socialiste en charge justement des enjeux économiques, et Bruno Tinell, économiste, qui pourra également nous apporter son éclairage. Donc, à qui profite la dette ? C'est un titre que nous avons déjà évoqué lors de nos universités d'été à Blois, qui permet de comprendre le mécanisme de la dette, mais aussi de savoir derrière qui sont les bénéficiaires des dettes publiques, privées, des investissements qui peuvent être réalisés grâce à cette opération. Et donc, nous allons pouvoir avoir un dialogue entre deux économistes qui vont nous présenter leur vision, faire aussi sans doute un peu de pédagogie, parce que c'est important de pouvoir comprendre de quoi on parle. Et je vous laisse tout de suite la parole. Merci beaucoup en tout cas d'être là avec nous pour cet atelier, en ce début d'après-midi à la Fête de l'Humanité.

Merci Rémy. Bonjour à toutes et à tous. Nous avons le plaisir d'accueillir aujourd'hui Bruno Tinell, qui est maître de conférence à l'Université de Paris, directeur du master monnaie finance banque, et qui a publié en 2016 la dette publique sortir du catastrophisme aux éditions Raison d'agir. Alors, on a choisi de provoquer ce débat sur la dette parce qu'il est au cœur de l'actualité, au sortir de cet été brûlant où, à chaque fois qu'on pose le problème des investissements d'avenir, et notamment des investissements pour faire face à la transition écologique, on se heurte inévitablement au mur de la dette. À chaque fois, on répond « Ah oui, mais la dette, ah oui, mais il n'y a pas de marche de manœuvre. » Vous avez vu la conférence de presse du ministre des Finances hier encore. « Il n'y a pas de marche de manœuvre ». Alors, à qui profite la dette ? C'est une question que nous allons poser aujourd'hui à Bruno. Et évidemment, à qui profite la dette selon la fête dans laquelle vous allez ou l'université d'été dans laquelle vous allez, vous aurez une réponse différente. Si vous allez chez les Républicains, ils vont vous dire « Ça profite aux bureaucrates et aux assistés ». Si vous allez à côté à la France Insoumise, ils vont vous dire « Ah bah, la dette, elle est immonde et illégitime, elle profite aux marchés et aux riches ». C'est pas entièrement faux, mais bon, c'est parfois un petit peu caricatural. Et donc, que vous répondent les socialistes ? Les socialistes, généralement, ils vous répondent « Bah, la dette, évidemment, elle profite aux marchés ». Mais c'est quand même un instrument qui est nécessaire pour financer la transition écologique une fois qu'on a épuisé l'instrument fiscal. Et actuellement, nous savons tous que Macron a abaissé la fiscalité de telle sorte qu'il y a 60 milliards en moins dans les caisses qui compromettent les marches de manœuvre pour faire de la transition écologique. Et donc, il faut naturellement emprunter et emprunter au moindre taux possible. Donc, ce qui pose le problème de la soutenabilité de la dette. La question que j'ai envie de te poser, Bruno, c'est déjà à qui profite la dette ? Ça, tu pourrais y répondre. Mais ça, on sait très précisément qui détient la dette sur les marchés. Et là, tu pourras nous dire les choses de façon non caricaturale. Est-ce que la dette française est soutenable ? Ça, c'est un vrai débat. Est-ce que la dette française est soutenable ? Vous savez, tout ce que les gens du camp d'en face nous expliquent, qu'elle est insoutenable en raison du modèle social et que pour cette raison, il faut serrer la vis et il faut remettre en cause le modèle social. Alors, quelle est la réponse que les socialistes peuvent apporter ? Est-ce que la dette française est soutenable ? Et enfin, il y a un débat qui traverse la rentrée, notamment les travées de cette fête. C'est, est-ce qu'il faut annuler la dette ? Et en particulier, la dette détenue par la Banque de France. Vous savez que c'est la position devenue quasi officielle chez les Insoumis. C'est quelque chose qui est très à la mode. Oui, la Banque de France étant la succursale de la Banque centrale européenne. Mais c'est la Banque de France qui détient de fait les 20 % de l'intégralité de la dette. Donc, voilà, c'est un peu autour de ces trois questions que j'ai envie de te lancer parce que tu es un de nos meilleurs spécialistes dans le

Merci beaucoup, Lim, pour cette introduction. Alors, c'est vrai que j'ai beaucoup bossé sur la dette publique, tout simplement parce que j'enseigne les finances publiques à Paris 1 depuis très longtemps. Et donc en 2016, j'ai publié ce bouquin à la demande de Jérôme Bourdieu qui pensait que c'était à moi de le faire. Et si vous voulez tout savoir sur la dette publique, n'hésitez pas à lire ce bouquin. Il n'est pas écrit pour des universitaires. Il est écrit pour des gens normaux qui ont envie de comprendre. Donc il faut quand même faire des petits efforts, mais vos efforts seront récompensés. Donc je vais essayer de répondre aux questions que Lim a posées et puis aux commentaires aussi. Mais je vais le faire en partant du débat actuel pour le remettre en perspective et pour essayer de situer le vrai problème à mon avis. Donc d'abord, je voudrais dire que ce n'est pas parce qu'on est de gauche ou progressiste ou je ne sais quoi dans ce genre là, on peut le qualifier de mille et une manières, que nécessairement on doit penser aujourd'hui qu'il est absolument indispensable d'annuler toute ou partie de la dette publique de la France, enfin de l'État, du gouvernement et de la dette publique de la France. Je pense que cette telle mesure est inutile. Elle nous apporterait très peu de choses et elle serait coûteuse, peut-être pas à l'infra court terme, mais elle serait coûteuse assez rapidement. Ce que je pense aussi, et je vais vous l'expliquer très simplement, c'est que le niveau relativement élevé de la dette publique française aujourd'hui n'est pas un obstacle à une autre politique. Ça aussi je peux vous expliquer pourquoi et ça rejoint les questions sur la soutenabilité. Par contre, je pense qu'il y a un vrai problème puisque nous avons aujourd'hui atteint un niveau de dette publique très élevé dans l'histoire longue de la France et dans l'histoire longue de l'ensemble des pays capitalistes avancés, qui n'a de comparaison que les périodes d'après-guerre. Comment se fait-il que nous avons atteint un niveau de dette publique sans avoir eu une conflagration majeure ? Ça c'est la vraie question qu'il faut poser et qui n'est pas posée par les annulateurs de dette publique. Et ça, ça pose un problème parce que du coup ils ne posent pas, à mon avis, les bonnes questions pour pouvoir repartir de l'avant. Donc aujourd'hui ce que je veux dire c'est que justement ce débat sur l'annulation partielle de la dette oblitère la question de l'autre politique, ce qui est la vraie question fondamentale, ne change pas le paradigme actuel. C'est vraiment dommage parce que ceux qui sont partisans de l'annulation de la dette publique française disent, comme justement le reste du spectre politique, « Ah oui, la dette est un obstacle pour une autre politique, donc d'abord il faut résoudre le problème de la dette, soit en baissant les dépenses comme le disent les macronistes et d'autres, soit en l'annulant. » Mais quel dommage, mais quel gâchis, enfin quel manque d'imagination. Il y a bien d'autres choses à dire sur ce sujet. Non, la dette n'est pas un obstacle, mais oui elle est à un niveau très élevé, donc non elle n'est pas insoutenable actuellement, mais oui nous sommes sur une trajectoire qui ne peut pas continuer indéfiniment. J'y reviendrai tout à l'heure. Donc je pense que notre pays a besoin d'un débat de fond sur la politique économique et son rôle dans la préparation de l'avenir. Et malheureusement le débat sur l'annulation de la dette publique nous détourne des vraies questions. On perd notre temps sur un faux problème. Quand j'étais jeune on rigolait, quand il y avait un mec qui lançait des faux débats comme ça, on disait « mais il est payé par les américains ou quoi ? » Bon alors le truc fou c'est que maintenant la gauche n'a plus besoin d'imaginer qu'on a des taux payés par les américains pour lancer des mauvaises questions à gauche. C'est un peu emmerdant. On est dans un univers très dégradé à gauche aussi. On n'arrive pas à penser par nous-mêmes. Pour moi l'enjeu c'est qu'on arrive à repenser par nous-mêmes. On va se redire ce qui est central pour nous et comment on va penser ces questions. Donc juste deux mots. Si on prend l'annulation au sérieux, si jamais il y avait une annulation de la dette publique qui avait lieu. À mon avis elle n'aura pas lieu. Si jamais elle avait lieu, ça veut dire quoi ? C'est -à-dire que globalement on arriverait à baisser énormément le volume des intérêts aversés sur la dette publique. Et volume qui d'ailleurs est reversé ensuite à l'état. Donc en fait le gain serait... Si on ne tient pas compte du reversement des intérêts, on peut dire qu'il y aura un volume d'intérêts important qui n'aura plus besoin de verser. Et on pourra utiliser cet argent pour d'autres dépenses. Ok donc c'est

un one shot game. On tire un coup, après c'est fini. On tire un coup, après c'est fini. Parce que qu'est-ce qui va se passer ? L'opinion sur la dette publique française va changer et nécessairement il va y avoir une dégradation de la qualité de la signature française. Et ça n'a rien à voir avec les agences de notation qui sont complètement suivies là au milieu, elles apportent rien du tout. Mais mécaniquement on aura une hausse des taux et donc sur la nouvelle dette on va s'en mêler pour plus cher et on va pas y gagner beaucoup. Voilà donc en fait on a un gain impossible à court terme, c'est même pas certain, et une perte à long terme. Et on n'a pas du tout changé les conditions du problème. Voilà, moi ce que je pense c'est qu'on n'a pas besoin de ça pour une autre politique, je pense qu'il n'y a pas d'obstacle financier. Tout simplement parce que la même question se posait dans les années 1940. Et les premiers économistes qui ont réfléchi sur l'aide publique, c'était les premiers économistes qui savaient aussi bien manipuler les mathématiques etc. Ils se posaient la même question aux Etats-Unis parce que les Etats-Unis rentraient en guerre et leur dette a augmenté énormément. Et la question c'était est-ce qu'on peut poursuivre la guerre ? Parce que notre dette augmente vachement et si ça se trouve ça va tous casser la gueule, on pourra pas mener la guerre qu'on veut mener. Donc les économistes ont montré que si, si, si, même avec des niveaux de dette publique élevés, elle pouvait être soutenable avec les conditions du marché existantes etc. On est toujours dans les mêmes types de proportions, les mêmes types de conditions. Et donc oui, il n'y a pas de problème pour ça. Donc la vraie question c'est qu'est-ce qu'on fait avec la dette supplémentaire ? Est-ce qu'on continue à faire ce qu'on fait depuis 40 ans ou non ? Est-ce que vraiment on a aimé cette trajectoire ? Est-ce que cette trajectoire est bonne pour notre développement économique et social ? Est-ce qu'elle est bonne pour le niveau de vie atteint par l'immense majorité ? Est-ce qu'elle est bonne pour le niveau d'égalité ou d'inégalité atteint ? C'est ça les vraies questions que nous devons traiter, auxquelles nous devons répondre et auxquelles nous devons éventuellement proposer des alternatives. Mais c'est pas la question de la dette, c'est la question vraiment de la politique économique et de la trajectoire passée. Est-ce qu'on veut poursuivre la trajectoire passée ? Non. Donc il faut mener une autre politique. Donc effectivement aussi il faut avoir le courage de dire dans cette arène à laquelle j'appartiens que 2012-2017 ça va pas. Ça peut pas continuer pareil, c'est pas pareil. Ça c'est fondamental évidemment. C'est un débat que nous connaissons tous très bien. Vous avez compris je suis pas un populiste moi. Donc je vais pas passer tout mon temps là-dessus. Bon voilà. Donc moi ce que je veux dire aussi c'est que dans le système actuel, il y a des marges de manoeuvre. On peut faire beaucoup de choses. Mais en même temps je suis pas du tout un tuerifère du système actuel. Moi je pense que je rêve d'un autre système d'accord, d'un autre système financier. Qui est une architecture complètement différente. Mais c'est une autre question. Je ne suis pas un toutologue et on va pas tout traiter aujourd'hui. Mais simplement dans les règles actuelles, on peut faire autre chose. Donc ce que je veux dire aussi c'est que la France en tant qu'Etat, en tant que gouvernement, et vous savez que la France c'est la singularité de notre pays, c'est ça. C'est qu'elle se constitue autour de son système d'Etat et de son ensemble d'administration. C'est la singularité de notre pays. On n'est pas une nation ethnique. On est une langue mais tout ça s'est agrégé autour de l'Etat. Bon, et bien depuis 230 ans elle n'a pas fait défaut sur sa dette. En gros il y a eu de fait un défaut qui a eu lieu pendant la période révolutionnaire et tout. Mais à partir de l'instauration de l'ère napoléonienne, il n'y a pas eu de défaut sur la dette française. Par contre nos chers voisins allemands, eux ils ont fait défaut deux fois au XXème siècle. Bon, ok, donc bon, on voit qu'ils s'en sortent pas mal maintenant. Est-ce que c'est grâce à leurs défauts qu'ils s'en sortent bien ? Non. Est-ce qu'il y a besoin absolument de faire un défaut ? Non, pas forcément. Donc comme je le disais tout à l'heure, la question qui se pose vraiment aujourd'hui, c'est puisque on a atteint un niveau de dette élevé comparable à celui qui était atteint jadis quand on faisait la guerre, pourquoi est-ce qu'on est arrivé à un niveau de dette aussi élevé ? Quelle est la politique qui a mené à un tel résultat ? Donc évidemment vous avez tous la réponse ici, c'est ce qu'on a appelé de manière populaire ou un

populaire le néolibéralisme. C'est toutes ces politiques justement d'austérité perpétuelle, et qui préparent mal l'avenir avec des niveaux d'investissement relativement faibles, qui préparent mal la transition écologique sous toutes ces formes. Et donc bien sûr c'est ça qui doit être questionné, c'est quelle est la bonne politique. Par ailleurs, il y a aussi autre chose à dire. Donc là, vous voyez, je ne passe pas beaucoup de temps à parler de cette autre politique, puisque toute la question c'est est-ce que la dette est un frein pour cette autre politique ? Et ma réponse c'est non. Alors, je veux aussi insister sur un autre point, c'est que là on a des taux qui remontent. On a des taux qui remontent pour différentes raisons, mais qui ne sont pas que des raisons franco-française. On a des taux longs qui remontent, parce qu'il y a une montée de l'instabilité globale, parce qu'il y a aussi des titres qui viennent en concurrence avec les titres des bons du trésor sur les marchés financiers, qui viennent du secteur privé, avant ça n'existait pas. J'ai pas le temps de développer, mais bon voilà. Avant, pour placer l'épargne longue, l'épargne longue des riches et des moyennement riches, il y avait toujours besoin de dettes publiques pour faire comme ingrédient de diversification des portefeuilles. Maintenant, il y a des concurrents de la dette publique qui sont apparus. Bon, j'ai pas le temps de développer, mais il y a des concurrents de différentes formes. Et du coup, bien sûr, ça contribue à rendre la dette publique relativement moins attractive. Donc, moi je pense qu'il y a aussi une autre question qu'il faut soulever, mais donc qui vient renforcer ce que je viens de vous dire, c'est qu'est-ce qui s'est passé pendant la période après la crise financière de 2008-2009 ? Après cette période-là, comme vous le savez, vous en rappelez tous, vous en avez tous entendu parler, les banques centrales ont fait des politiques monétaires très singulières qui ont mené à une baisse des taux longs drastiques. C'était la première fois dans l'histoire moderne qu'on a réussi à avoir une telle baisse des taux, et d'ailleurs les économistes pensaient que c'était pas possible. C'était une innovation extraordinaire qui est venue du président du Federal Reserve System aux États-Unis, Bernanke, qui a eu une idée géniale, qui a marché. Ils ont réussi à agir sur les taux longs, et en Europe, on s'est mis à faire pareil et ça a marché. Et donc pendant 10 ans, même plus de 10 ans, ça a duré 12 ans, la France a pu emprunter à des taux longs extraordinairement bas. On avait des taux à 10 ans réels qui étaient à 1%, voire même plus bas que 1%. Pendant ce temps, qu'est-ce qu'ils en ont fait ? Est-ce que ça a baissé la dette publique ? Non. La dette publique a continué à augmenter. Est-ce qu'ils ont utilisé ces marges de manoeuvre extraordinaires qui étaient apportées par des taux très bas, et donc une charge de la dette globale très très basse, pour faire une politique alternative, pour améliorer la qualité du système d'enseignement, la qualité du système de soins, etc. ? Non, zéro. Nada, ils n'ont rien fait. Qu'est-ce qu'ils ont fait ? Qu'est-ce qui fait que la dette publique a augmenté pendant toutes ces années, continuellement ? Donc là, je vous le dis aussi en quelques mots. Je ne suis pas dans un séminaire académique et donc je vais laisser aussi la place à des interactions. Donc du coup, la question, c'est est-ce qu'il y a une explosion des dépenses, puisqu'ils focalisent sur les dépenses. Ils disent tout le temps, il y a de la dette publique, donc il faut baisser les dépenses. Est-ce que c'est la faute des dépenses ? La réponse, c'est non. On peut multiplier les indicateurs, on regarde les choses de près, que ça soit en proportion, que ça soit en valeur absolue, en valeur nominale, etc. Il n'y a pas d'explosion, il n'y a pas de hausse des dépenses. Et donc bien sûr, ça c'est emmerdant parce que si on est... Surtout quand on regarde dans la période, dans la décennie 2010, cette décennie perdue où les taux étaient nuls. Dans cette décennie-là, avant la période Covid, on a des dettes publiques qui continuent à augmenter ou qui restent stables. Pourquoi est-ce qu'elles ne baissent pas alors que les taux d'intérêt sont extrêmement faibles ? La réponse, c'est parce qu'il y en a moins qui rentrent. Parce que qu'est-ce qui a été pratiqué ? Ça n'a pas commencé dans la décennie 2010, mais ça s'est intensifié. Et bien, les politiques néo-libérales, comme on les a appelées, elles ont consisté à éroder encore et encore et encore la progressivité de notre système fiscal. Donc on a toujours l'IRPP, l'impôt sur le revenu des personnes physiques, qui existe, qui est un impôt progressif, mais il est beaucoup moins progressif qu'avant. Et ça place... Oh là là ! Est-ce qu'on les remet ou on les laisse comme ça ? Non, c'est la deuxième fois qu'ils

tombent depuis que je suis arrivé. On peut peut-être les laisser par terre. Évidemment, ça pose un problème de dignité pour l'organisation qui nous accueille. Je sais, symboliquement, on pourrait épiloguer là-dessus. Merci. C'est pas mal, ils se tiennent un peu. Pas mal, pas mal. Bravo, messieurs. Donc je disais, durant la décennie 2010, on a eu des taux extraordinairement bas. Et la dette publique n'a pas baissé, mais on a érodé le système fiscal. Donc on a un système de prélèvement qui va moins prélever là où il y a beaucoup d'argent, c'est-à-dire chez les riches et surtout les super riches. À un moment même du coup où les inégalités se sont approfondies. Et puis on a accentué aussi ce qu'on appelle la dépense fiscale. C'est les exonérations. Toutes les raisons pour lesquelles on ne va pas payer d'impôts. Donc ça, ça a contribué à faire perdre énormément de dynamisme au volet recette. Et donc on a une érosion des recettes avec un maintien du niveau de la dépense. Donc c'est ça qui maintient les déficits. C'est tout bête. Et à ceci s'ajoute aussi autre chose. C'est les transferts aux entreprises qui ont commencé à augmenter de manière très importante sous Sarkozy. Et alors ce qu'il faut savoir c'est que notre système statistique, qui est développé par l'INSEE, est formidable pour comprendre les transferts au ménage. Et on voit très très bien comment se forme le revenu des ménages. Par contre, il est complètement muet pour nous expliquer clairement comment se forme le revenu des entreprises et comment fonctionnent notamment les transferts aux entreprises. Donc là il y a quelque chose de grave, de très embêtant, de problème pour le fonctionnement de notre démocratie. C'est que notre système comptable et statistique comporte des trous dans la raquette si vous voulez. Ça fait très longtemps que je le dis. J'espère qu'un jour, je serai entendu. J'espère qu'un jour, une loi passera, ou en tout cas des responsables des grandes administrations statistiques, feront en sorte qu'on développe des outils d'analyse pour mieux comprendre justement l'évolution des transferts aux entreprises et, idem, pour mieux comprendre aussi la structure de la fiscalité française parce que les instruments dont nous disposons sont extrêmement frustrants. Voilà, donc je progresse dans mon développement et puis ensuite, Lim, on vous fait des questions-réponses, ça te va ? Donc, la question, le problème de la dette publique, c'est que c'est un thème qui est constamment instrumentalisé par les opposants à l'état social. Il vient toujours du même côté, l'argument contre la dette, l'argument du danger de la dette. Et il nous invite toujours à nous focaliser pour réduire le problème de la dette sur la dépense. Et sur les... pas sur n'importe quelle dépense, sur les dépenses de solidarité. Donc on voit bien où ils veulent aller. Donc pourquoi courir devant en disant « Ah ouais, on va annuler la dette publique, on passe encore plus pour d'une bande d'idiot, et pour une bande de gens pas très sérieux ? » Bon, alors, ce truc-là, ça vient de très loin, d'accord ? Il y en a qui ont théorisé ça aux États-Unis dans les années 80, les libertariats américains, donc la droite à narco-capitalistes, ils ont dit « On va pas réussir à baisser la dépense comme ça, on va pas réussir à désinguer l'état social américain qui existait, mais qui était moins important qu'ici, mais qui existait, du coup ils ont dit « On va jouer le jeu du pire, on va affaiblir la dette, l'état, on va le mettre au bord du précipice, en baissant tellement fortement les impôts qu'il va y avoir une explosion des déficits et plus personne ne va vouloir financer la dette. » Et qu'est-ce qui s'est passé aux États-Unis ? Eh bien, malgré cela, il y a eu effectivement des déficits massifs qui ont été faits sous Reagan, avec des baisses d'impôts massives qu'ils ont commencé à faire pour les plus riches, bien sûr, on baisse d'autant plus les impôts qu'on paye beaucoup d'impôts, donc forcément les baisses d'impôts bénéficient aux plus riches par définition. Et donc en même temps, ils ont augmenté les dépenses militaires, guerre des étoiles, tout ça, ce qui a permis la fin de l'Union soviétique, vous connaissez cette histoire, explosion de la dette publique américaine, mais en fait, il n'y a pas eu de crise de la dette américaine. Pourquoi ? Parce que durant la même période, il y a eu la financiarisation qui a correspondu à une hausse de la demande de dette américaine de tous les côtés pour placer l'argent des riches, parce que justement, c'est une époque où il y a une explosion des super riches, puisque les super riches payent encore moins d'impôts, ils viennent encore plus riches, et puis comme on a moins de recettes fiscales, on est obligé d'emprunter plus d'argent à qui on l'emprunte, aux riches. Donc là où avant

on prenait par la force de la loi, on prenait d 'autorité de l 'argent chez les riches pour payer plus d 'impôts, maintenant on est obligé de lever le doigt, leur dire s 'il vous plaît, et en plus on leur donne des intérêts, mais l 'argent vient toujours du côté des riches, vous voyez bien, d 'accord ? Sauf qu 'ils passent par la dette publique, et ça passe par un financement via le taux d 'intérêt, donc le taux d 'intérêt c 'est un rendement de la richesse privée, si vous voulez. Donc vous voyez, donc là effectivement, à qui profitent les dettes publiques ? Ben elles profitent relativement plus aux riches, sauf quand les taux d 'intérêt sont très bas, donc durant une longue période on a eu des taux d 'intérêt très bas, ils étaient très hauts à la fin des années 80, puis depuis les années 90 ils ont baissé, baissé, baissé, baissé, jusqu 'au début des années 2020, et là ils ont augmenté un peu, mais beaucoup moins qu 'il n 'était il y a 30 ans, d 'accord ? Et donc on a vécu 15 ans où la dette publique, elle bénéficiait pas vraiment aux riches, ils en achetaient quand même pour l 'astclabilité de leur portefeuille, d 'accord ? Et puis il y a aussi de l 'argent des gens, des classes moyennes qui est géré comme ça, d 'accord ? L 'épargne. Mais ça bénéficiait pas beaucoup, c 'était pas très inégalitaire, mais donc on peut dire que quand les taux augmentent, ensuite il y a une redistribution, un remours de nous tous vers les riches, voilà. Vous voyez, là je réponds un peu à la question qu 'on se posait. Et alors en France, on a commencé aussi à nous brandir la dette publique comme un danger, ça commence dans les années 80, même juste au moment du tournant de la rigueur, on commence à nous raconter cette histoire -là. À l 'époque, il y avait 25 % de dette publique rapportée au PIB, on nous disait déjà « Oh là là, il y a trop de dette publique ! » En 200 ans, on n 'a jamais eu un ratio de dette publique aussi faible. Il y a eu aussi une autre période, ça a continué, je me rappelle très très bien, sous Béré Gauvois, donc les seigneurs dans cette salle se rappellent. En plus, on l 'aimait, Béré Gauvois, c 'était un type, il était aimable, on l 'adorait, et il a dit des conneries énormes. Et quand il était premier ministre, je me souviens de ça très très bien, parce que j 'étais déjà assez grand, j 'avais votre âge, il disait « Ah oui, les taux sont très élevés ! » C 'est vrai, c 'était l 'époque où on avait les taux les plus élevés qu 'on n 'ait jamais eu depuis 60 ans. Les taux sont très élevés, le seul moyen pour baisser les taux, c 'est de baisser la dette, et comment on peut baisser la dette ? Il faut baisser la dépense. Béré Gauvois, il a raconté cette connerie, et c 'était complètement faux. C 'était complètement faux, parce que durant les 15 ans qui suivent, on n 'a heureusement pas fait ce qu 'il voulait faire, la dette a continué à augmenter et les taux ont baissé aussi. Donc les mécanismes sont plus compliqués, ils ne sont pas ceux qui le décrivaient, parce qu 'ils décrivaient des mécanismes qui sont vrais pour une entreprise, mais qui ne sont pas vrais pour l 'État. Il y a eu aussi une autre offensive, c 'est en 2005, à l 'époque où ce cher Thierry Breton, dont on nous tresse les lauriers dans les médias, un homme clairvoyant, compétent, et c 'est un idéologue comme tous ses camarades, c 'est un homme politique, Thierry Breton commande le rapport Pébro, il récupère le rapport Pébro, et le rapport Pébro nous dit que la dette de la France est beaucoup trop élevée, elle était moitié moins qu 'elle n 'est maintenant. La France est au bord du précipice, les caisses sont vides, on avait droit à tout ce baratin, en 2005, il y a 20 ans, c 'était hier, pas pour vous mais pour quelques autres dans la salle, moi je me rappelle très bien. C 'est pour ça que j 'ai commencé à bosser là -dessus, parce que je donnais mes cours sur la dette publique, j 'essayais de comprendre quelque chose, et c 'est une époque où il n 'y avait rien, il n 'y avait rien qui avait été publié, puis à la gauche, il y avait déserté complètement la compréhension de tout ça, mais même mes collègues non politisés, il y avait très peu de choses en économie de frais qui réanalyse tout ça, donc moi j 'ai refait tout le chemin, c 'est pour ça que je suis devenu un des premiers experts de la dette publique de la période contemporaine. Du coup, j 'ai découvert tout ce que je vous raconte là, parce que moi là, je suis face à un auditoire singulier, donc je politise mon propos, et vous voyez que le propos s 'adosse à une connaissance économique de base. Avec ce rapport pebrot, c 'est là qu 'ils ont quand même fait monter les enchères, parce que c 'est devenu une question technocratique, où on a commencé à vouloir imposer dans l 'agenda l 'idée qu 'il est évident que la dépense doit baisser point à la ligne. Et la gauche est devenue muette, malheureusement, notre gauche politique a été incapable de

développer un contre-discours sur ce présupposé. Et je dois avouer que là, pour le coup, c'est mon échec, dans le sens où, bien que finalement j'ai contribué à produire un savoir contemporain solide sur la dette publique, c'est pas arrivé jusqu'en haut de ceux qui tiennent un discours public du côté des progressistes sur la dette publique. Et donc, je ne sais pas ce que j'aurais dû faire, mais bon, bref. Ensuite, évidemment, vous savez tous ce qui s'est passé, il y a eu la crise grèque, il y a eu la crise financière globale, avec une relance canadienne, puis à nouveau de l'austérité dès 2010, donc beaucoup trop tôt, donc on a tout verrouillé à un niveau de dette publique très élevé, et puis on a empêché les économies de croître. Et puis il y a eu la crise grèque que Lim connaît très très bien, il a suivi ça de très près quand il était au Parlement européen. Voilà, et donc moi j'ai publié mon bouquin en 2016 pour dire, bah, il faut arrêter d'instrumentaliser ce truc là, c'est pour ça que j'ai voulu ce titre, sortir du catastrophisme, faut garder la tête froide, la dette n'est pas un obstacle, on a des conditions macroéconomiques à l'époque qui étaient extrêmement favorables, là maintenant elles sont moins favorables, elles sont un peu comparables à celles des États-Unis dans les années 40, mais on peut quand même faire une politique écologique, de planification écologique, on peut faire une politique d'investissement écologique, de transition, mais il faut préparer l'avenir, il faut préparer le long terme, il faut restaurer la progressivité, et puis il faut mieux contrôler, il faut mieux encadrer les transferts aux entreprises, je ne dis pas qu'il faut les supprimer, mais il faut mesurer ces transferts, combien ça coûte, combien ça rapporte, est-ce que vraiment on les veut, il faut que ça repasse par les fourches au codine du Parlement, et d'un vrai débat démocratique, où on mesure si vous voulez les avantages et les inconvénients, où on applique notamment l'analyse économique qui n'est pas appliquée. Souvent on a une représentation des économistes qui est caricaturale, parce que la presse met en avant des économistes caricaturaux qui ne représentent pas l'essentiel de la discipline. Bon voilà, je peux peut-être arrêter là, puis je veux bien discuter, répondre à d'autres questions.

Bien, merci Bruno. Donc Bruno est un des membres assidus de notre commission économique au Parti, justement, j'ai demandé d'y participer activement pour faire remonter tes suggestions et tes idées, dont tu as pu voir que nous les avons intégrés dans le projet du Parti. Je voudrais à cet égard rappeler quelles sont nos positions, puisque c'est filmé, donc je vais pouvoir dire ça assez clairement, quelles sont les positions qui sont les nôtres et celles qui transpirent du projet sur cette histoire de dette. Alors tout d'abord, nous considérons que l'économie est constituée de cycles. Dans un cycle, vous avez un haut du cycle quand l'économie tend vers le plein emploi, c'est-à-dire que toutes les capacités de production sont utilisées. Et l'économie peut être en bas du cycle. Nous sommes aujourd'hui en bas du cycle. Si vous avez vu les dernières prévisions de croissance, le gouvernement... a fait un budget avec une prévision de croissance de 0,9 % pour 2026, nous serons en dessous de 0,5%. Donc ça veut dire que la croissance qui devait engendrer des recettes fiscales permettant d'atteindre l'objectif de 4,7 % de déficit public sera pas atteinte. Il n'y aura pas la croissance au rendez-vous, donc il n'y aura pas les recettes fiscales induites, et donc il n'y aura pas la baisse des déficits. Et donc comme probablement l'année d'après en 2027 ça va pas s'arranger parce que vu le contexte international, l'économie européenne est en train de plonger vers la récession, si vous serrez la vis, qu'est-ce qui va se produire ? Il va se produire que vous aurez encore moins de croissance, encore moins de recettes et des déficits qui ne vont pas se réduire, mais au contraire augmenter. Et donc vous pourrez fixer un objectif de déficit à 5 ou quelque chose comme ça, vous serez à 5,5%. Et donc ça va être un cercle vicieux, appelant l'austérité qui va tuer la bête et qui va creuser les déficits. Et les conservateurs vont s'engouffrer dans cette situation pour dire que c'est la faute du modèle social, il faut réduire son périmètre pour redonner de la souveraineté à la France. C'est ça qui est écrit. Alors pourquoi je vous parle de cette histoire du cycle ? Je vous parle de cette histoire du cycle parce que notre position est kénésienne à cet égard. Alors les kénésiens n'ont jamais dit en toutes circonstances qu'il faut faire du déficit. Les kénésiens considèrent que quand on est en plein emploi, il faut s'attaquer aux capacités de production

justement parce qu'elles sont saturées. Et que dans ce cas -là, il faut une politique industrielle qui a fortiori, dans le cadre de la transition écologique, réindustrialise le pays et le mette sur une trajectoire de décarbonation. Bon, ça c'est l'objectif de long terme qui fait l'objet également de notre réflexion et de nombreuses propositions de réindustrialisation que porte Pierre Jouvét au Parlement européen et qui sont dans le projet. Mais à court terme, si vous êtes en bas du cycle et que le chômage augmente, le pire à faire c'est de l'austérité. Et donc dans ce cas -là, il faut accepter que le déficit public joue son rôle de soutien à l'activité. Et donc ça signifie qu'il faut que les autorités européennes soient suffisamment souples pour laisser les États membres orienter leur budget dans le sens de la relance lorsque les États membres subissent une conjoncture défavorable. Ah bah vas -y,

vas -y, vas -y. Donc, pas facile de parler de l'astronomie en ce moment. Je le relais un peu parce que ça gueule. Ça c'est les plaisirs de la fête de l'Humain. Sur les kénésiens, on est kénésiens, c'est pas une position dogmatique, c'est pas une posture. C'est juste que la réalité économique correspond à ce que raconte la théorie kénétienne sur la macro -économie. C'est juste pour ça. Ceux qui racontent autre chose sont plutôt dans une posture idéologique. Et d'ailleurs, l'essentiel de la discipline, même si elle l'a pas dit, est redevenue kénétienne depuis 2013. Ça aussi, c'est un truc que les médias, ils ont toujours pas capté. Ou peut-être ça les arrange de ne pas le capter, mais en réalité, il y a un consensus très puissant pour dire que, grosso modo, les enchaînements kénétiens fonctionnent. Donc ce que raconte Lim, ça marche. Et on est à peu près tous d'accord pour dire, ouais, c'est comme ça que ça marche. Et d'ailleurs, la période qui précède a été une période de redécouverte dans un cadre très anti -kénézien, dans notre discipline, de redécouverte des mécanismes kénétiens fondamentaux. Vas -y, je te rends le corbillon.

Et alors, pour aller dans ta direction, la Commission européenne elle-même est en train de se rendre compte que les kénétiens disent pas forcément des bêtises. Elle a été gangrénée par des économistes anti -kénétiens pendant des années, mais là, la proposition qu'elle a faite en 2022 -2023, ça a été précisément, j'entre pas dans les détails, de laisser des marges de man-uvre aux États membres pour qu'en période de récession et face à la transition écologique, il faille rendre possible la possibilité de déroger temporairement aux critères des 3 %. Malheureusement, le projet qui était sur la table et auquel avaient souscrit tous les États membres a été torpillé par le ministre des Finances allemandes de l'époque, le libéral Christian Lindner, qui a dit, pour nous, c'est pas possible, et il a fait introduire ce qu'on appelle un frein budgétaire qui impose en toutes circonstances aux États de réduire de 0,5 points de bips tous les ans leur déficit public. Et c'est ça qui régit aujourd'hui le cadre des lois de finances et qui nous impose de faire de l'austérité. Et donc, dans la période qui vient, dans le quinquennat qui vient, un des enjeux, puisque Lindner n'est plus là, c'est de renégocier avec nos partenaires, c'est prévu dans les textes sur la gouvernance budgétaire, c'est de renégocier avec nos partenaires, la prochaine fois, en 2029, puisque la prochaine clause de revoyure du texte, c'est 2029, eh bien, les critères qui permettent de gérer les finances publiques, et notamment de faire sauter temporairement les critères du pacte de stabilité. Alors, je ne sais pas qui sera au gouvernement en Allemagne à ce moment -là, ils sont un petit peu embêtés, aussi embêtés que nous en ce moment avec leur extrême droite, donc tout dépendra naturellement des résultats des échéances nationales pour savoir comment il est possible ou pas de faire avancer l'Europe avec nos partenaires, mais nous souhaitons le faire dans cette direction. Alors, ce qui m'amène maintenant à cette histoire de soutenabilité de la dette, parce que même si nous étions en plein emploi, eh bien, le déficit structurel, c'est celui qui interviendrait même si l'économie est en plein emploi, donc il n'y a pas besoin de faire, dans ce cas -là, du déficit conjoncturel pour soutenir l'activité. Eh bien, nous avons auditionné Mathieu Plannes de l'OFCE, et le diagnostic de l'OFCE, c'est que si on était en plein emploi, le déficit structurel, c'est quand même de 4,8 % du PIB, et c'est énorme. Et 4,8%, cela vient du fait que le gouvernement, depuis 2017, a mis en place, comme tu l

'as dit, des réformes fiscales, qui coûtent aujourd'hui 60 milliards par an de manque à gagner pour les finances publiques. Et 60 milliards, c'est deux points de PIB. Et donc, le déficit structurel s'est accru de deux points de PIB depuis 2017. Il devrait être autour de 2,5%, là il est à 4,8%, et ça ampute naturellement les marges de manoeuvre pour la politique publique. Vous avez 60 milliards de moins en toutes circonstances. Et donc, c'est la raison pour laquelle la réforme fiscale, puisque les causes de cette montée du déficit structural, ce n'est pas, comme tu l'as dit, la baisse des dépenses. Les dépenses ont été contenues. Elles évoluent aujourd'hui, en conformité avec les textes européens, à un rythme inférieur au taux de croissance potentiel de l'économie, qui est de 1,2%. Les dépenses publiques dans leur ensemble évoluent aujourd'hui à 1,1%. Donc, il n'y a pas d'exclusion des dépenses publiques. Alors certes, les dépenses médicales augmentent plus vite. C'est les seuls ? Oui, c'est les seuls parce qu'il y a le vieillissement de la population, il y a les dépendances vis-à-vis du système de santé. Il

y a le progrès technique

aussi qui est coûteux. Il y a le coût des techniques médicales qui fait que l'objectif national des dépenses d'assurance maladie augmente plus vite que le taux de croissance du PIB. Et là-dessus, nous nous sommes posés la question de savoir comment on élargissait l'assiette de financement de la protection sociale dans le projet. Mais globalement, les dépenses publiques sont contenues. Donc, c'est bien la baisse des recettes qui explique la montée du déficit structural. Et c'est la raison pour laquelle la réforme fiscale est un autre volet central de notre programme. Alors, je termine avant de te repasser le micro avec cette histoire d'annulation de la dette publique. Alors, sur l'annulation de la dette publique, dans le projet, nous ne le proposons pas. Et pour cause puisque Bruno a expliqué parmi tes collègues qui ont signé l'appel d'Erik Berg du nouvel observateur. Toi tu ne l'as pas signé, moi je ne l'ai pas signé non plus. Parce que nous estimons que c'est une aberration à la fois économique et politique que demander aujourd'hui l'annulation de la dette publique. Si vous voulez être président de la République aujourd'hui, la dernière des choses c'est de réclamer l'annulation de la dette publique. C'est une irresponsabilité politique et économique. Pourquoi ? Parce que ça sous-entend que la dette française est insoutenable. Or elle ne l'est pas. France Trésor aujourd'hui laisse sans problème des fonds auprès des marchés financiers à des taux qui restent raisonnables, qui explosent partout en Europe. Il n'y a pas qu'en France. En France ça explose et ça explose... Ça explose pas, ça monte. Ça explose pas, ça ne faut pas exagérer, pas de catastrophe. C'est pas le bon terme mais bon là on est quand même à 4,4 aujourd'hui. On est à 4,4, il y a un spread qui a augmenté... On est à 100 points de base au lieu de 80 ou 50 en temps normal avec l'Allemagne. Donc comme tu l'as suggéré, il y a quand même une tendance qui aujourd'hui est à l'accroissement pour les raisons qu'on a indiquées. Alors, donc aujourd'hui, France 13 heures a pas de mal à lever des fonds, à détail, Sauf que tout est raisonnable puisque même si on est à 4,4 l'inflation elle est à 2,4. Donc ça veut dire qu'on s'endette en termes réels à 2%. Bon, ce n'est pas les taux d'endettement de 30 % de la Grèce quand elle subissait la crise des dettes souveraines. J'ajoute que la France est d'autant pas la Grèce que la Grèce ne lève que 20 % de sa dette sur les marchés. Le reste fait l'objet d'un rééchelonnement dans le cadre d'accords internationaux. Donc, nous, notre position, ce n'est pas de dire la dette française est insoutenable. Il y a des tensions actuellement qui sont dues aux conneries fiscales de Macron, mais la dette française est loin d'être insoutenable, notamment pour pratiquer les politiques anti-cycliques que je soutenais il y a un instant. Donc c'est une aberration économique de dire ça et ça a des conséquences économiques et politiques parce que si vous sous-entendez que votre dette est insoutenable, naturellement vous allez lever cette dette avec une prime de risque plus importante sur les marchés. Même si vous demandez l'annulation de la dette détenue par la Banque de France et que ça ne touche pas les créanciers privés, les créanciers privés disent qu'ils ont un problème de dette, donc ils vont augmenter leur prime de risque. Donc il y aura une augmentation mécaniquement. Si les personnes en question sont élues, vous aurez une

augmentation mécaniquement des taux d'intérêt sur la dette publique française. Et puis la deuxième conséquence politique majeure, c'est que ça vous affaiblit dans la négociation que vous voulez engager avec les partenaires européens pour remettre en cause le pacte de stabilité très précisément. Parce que ça sous-entend que vous ne montrez pas l'exemple, que vous êtes affaibli et que vous n'êtes pas en mesure de demander ce type de choses. Donc vous voyez, c'est pour ça que dans ce débat, ce qui n'est pas souhaitable, on est en train de galoper parce qu'on sait très bien que ceux qui mettent ça sur le tapis ont envie qu'on en parle. Ils ont mis ça sur le tapis non pas parce que c'est une question sérieuse, mais parce qu'ils ont envie qu'on en parle pour faire du buzz et pour faire monter leurs codes dans les sondages. Et donc le fait que nous on en parle, ça ajoute de la bulle à la bulle, de l'oulin. Mais quand même, comme il y a beaucoup de gens dans la profession qui aujourd'hui se répandent à la télé pour dire beaucoup de bêtises, c'était nécessaire qu'aux partis socialistes où on a des débats sérieux, qu'on donne officiellement

notre position. Merci Lim. Je vais raconter trois trucs là sur la santé. On n'en parle pas assez souvent, mais donc là j'étales un peu ma confiture. Donc pourquoi les dépenses de santé sont dynamiques ? Donc elles sont liées au vieillissement. Donc pas seulement au vieillissement. Donc le vieillissement déjà c'est pas une mauvaise nouvelle, c'est une bonne nouvelle. Et globalement, avec des bonnes institutions sociales, on arrive à vivre plus longtemps et en bonne santé. Donc il faut arrêter de prendre le vieillissement pour une mauvaise nouvelle. Et donc du coup ça peut justifier d'allonger la monnaie pour permettre au système de continuer. Et donc dans ce système, il y a une part énorme en fait des dépenses de santé qui ne viennent pas, des visites chez le médecin, ou qui ne viennent pas non plus des médicaments ou de l'abus de visite chez le médecin, etc. Non, c'est essentiellement les soins que l'on donne aux personnes qui sont atteintes des maladies les plus graves, notamment le cancer, et les soins qu'on prodigue justement à la toute fin de la vie et qui font que justement on allonge l'espérance de vie. Et donc en fait, on a une fraction extrêmement faite de nos concitoyens qui représente plus de la moitié de la dépense de santé. Et ça c'est une info fondamentale qui ne sort jamais dans les médias. Et en fait pourtant, c'est ça le vrai type de débat qu'on devrait avoir. Est-ce qu'on veut s'arrêter de prolonger la vie des gens dans les meilleures conditions possibles ? Est-ce qu'on veut s'arrêter de prodiguer les meilleurs traitements contre le cancer pour tout le monde ? C'est ça les vraies questions. Parce que s'ils baissent, ça veut dire quoi ? Ça veut dire que les riches, eux, ils pourront, dans leurs hôpitaux privés, et les autres, ils pourront pas. Donc nous, il faut vraiment qu'on reprenne possession, qu'on arrête de glandouiller sur la dette publique, etc. Qu'on parle vraiment du contenu, qu'on parle vraiment des dossiers. Et ça, il faut qu'on le demande aussi à nos propres représentants, à mettre ça sur le tapis, tordre le bras des médias. Mais donc là, du coup, j'ai un truc à vous dire. Ça, c'est le deuxième sujet. Donc tout ce que Lym raconte, je suis à peu près d'accord, et oui, ça se passe à peu près comme ça. Les obstacles, en fait, à une autre politique, ne sont pas des obstacles financiers. Ce ne sont pas des obstacles macroéconomiques. Ce sont les obstacles idéologiques. Tout ça, pourquoi ? Parce que, vous le savez vous-même, y compris à gauche, il y en a plein qui pensent qu'il y a trop de dépenses publiques, et que forcément, il faut réduire la dépense et qu'il y a trop d'impôts, donc il faut réduire les impôts. Alors, on démarre, on a le vent de face complètement. Et pourquoi on a le vent de face complètement ? Parce qu'on a laissé les médias privés se développer de manière drastique. Et donc ça, c'est aussi un de mes sujets fondamentaux. Quand je parle avec des gens qui sont politisés, c'est que la gauche ne peut pas imaginer revenir aux affaires, sans changer le paysage médiatique. Ce n'est pas imaginable. Il faut absolument reréguler, il faut absolument casser le bras, ou au moins tordre le bras d'une partie des médias privés qui peuvent diffuser une idéologie fausse, qui arrive à avoir une telle force de frappe partout, y compris justement par influence dans les services publics. D'accord ? Moi, je vous dis franchement, je n'arrive plus à écouter France Inter et France Info. Ce n'est pas possible. Quand j'entends qu'il y en a qui disent que ce sont des radios soi-disant de gauche, etc., les bras m'en tombent. Qu'on fasse parler quelques grandes gueules qui ont des

outrances et qui sont étiquetées de gauche, c'est possible. Mais le discours économique qui est tenu sur ces radios, c'est invraisemblable. Ils disent la même chose que les autres. Donc ce n'est pas vrai. On n'est même pas capable de riposter contre ça. C'est grave. Donc là, il y a un problème. Ça, c'était mon deuxième truc. Santé, idéologie, la question des médias. Donc en fait, en réalité, les dépenses, je ne dis pas qu'il en faut plus, mais c'est un débat public sur lequel on doit avoir, justement, on doit pouvoir s'exprimer sur est-ce qu'on veut un niveau de protection élevé ou non. Si on veut moins de dépenses, ça veut dire qu'on va laisser des gens, encore plus de gens sur le carreau. C'est ça que ça veut dire fondamentalement. Donc on se réveille à gauche. C'est ça la question. Et bien sûr, du coup, il y a la question des impôts qui est fondamentale. Pourquoi les riches payent si peu d'impôts, les super riches déjà, et même ceux qui sont quand même vachement riches ? Pourquoi ils en payent si peu ? Pourquoi ils en ont payé autant en moins ? Pourquoi on les contrôle si peu ? Parce que aussi, on a désarmé l'administration fiscale. Enfin, il y a tout ça. D'accord ? C'est à nous de le foutre sur la table. C'est pas les autres qui le feront. Déficit structurel par rapport à ce qu'a dit Lime, voilà. Ça, c'est inaudible. Donc le déficit structurel, ça c'est des connaissances fondamentales qu'on a en économie. Je me souvenais pas du chiffre que tu avais avancé. Il me semble astronomique. Mais quand même, il serait que de 2%, ça va pas. Ça veut dire que fondamentalement, en fait, on a un système qui, justement, prélève pas assez, là où il devrait prélever pour un certain niveau désiré de dépenses publiques. Et donc, soyez-en bien sûrs et certains, mesdames, messieurs, aucune politique d'austérité n'a jamais réussi à rétablir les comptes publics. S'ils arrivent à mettre en œuvre, à accentuer l'austérité, qu'est-ce que ça va faire ? Ça va désinguer des services sociaux, ça va désinguer de la redistribution sociale, mais ça n'améliorera pas les comptes publics. Ça, c'est sûr et certain. Ça ne les améliorera pas parce que ça va donner lieu à ce que Lime a décrit. Ça va donner lieu à des mécanismes déflationnistes qui vont en fait amoindrir le dynamisme des recettes. Et donc, on va avoir un cercle vicieux négatif qui va en fait accroître le poids de la dette. La dette va nous peser de plus en plus, même si en volume global, elle n'augmente pas. Donc ça, ça va être très grave. C'est ce que rêvent de faire une partie de nos politiciens de l'autre bord. Ils n'ont pas réussi complètement, mais ils en rêvent encore. C'était clairement le programme de Fillon, d'accord ? Ça a toujours été le programme de Bruno Le Maire qui fait loi blanche du genre « Oh, mais j'ai fait que ce qu'on m'a demandé. » C'est dingue ! C'est dingue comme il a le beau rôle. Il a écrit des romans pendant ce temps. C'est fantastique, celui-là. Donc, sur la soutenabilité maintenant. Donc, effectivement, si on arrive d'emblée qu'on file un grand coup de pied dans la porte et qu'on dit « Allez vous faire foutre ! » « On va annuler la dette publique et puis on va faire notre politique économique. » C'est clair, là, on arrive, on a beaucoup de ventes. On a vraiment le vent de face, d'accord ? Et on ne va pas réussir à pouvoir emprunter beaucoup sur les marchés financiers. Donc, ça veut dire qu'il faut carrément créer notre monnaie indépendante. Et on devient un pays autarcique. Ok, moi je ne suis pas forcément contre ça. Moi, j'ai aussi une vision du souverainisme. Ça, je pense d'ailleurs que c'est un terme qu'on doit se réapproprier. La souveraineté, ça vient de notre camp. La patrie, ça vient de notre camp. N'oubliez pas, les autres, ils voulaient appeler toutes les élites coalisées contre la révolution. Il faut qu'on se réapproprie ces termes-là. C'est les nôtres. La nation, la patrie. Le souverain, c'est nous, ce n'est pas le roi. Et d'ailleurs, il s'est fait raccourcir pour ça. Vous vous en rappelez, c'est nos termes à nous. Pourquoi c'est les autres qui nous les ont shippés ? Ça va pas bien. Il faut qu'on se les reprenne. Mais du coup, la soutenabilité, qu'est-ce qui prime sur les marchés financiers ? Alors les marchés financiers, bien sûr, ils sont idéologiques. c'est tous, ils aiment l'argent et puis bien sûr ils sont plutôt libéraux, mais ils sont aussi pas bêtes. Ils sont bons en macro-économie. Et ce qui prime fondamentalement chez ceux qui interviennent sur les marchés financiers, c'est la cohérence macro. Donc si on a une politique macro qui est plus interventionniste, qui ratisse plus du côté des impôts chez les super-riches, on va pas avoir une prime négative sur les taux d'intérêt, pas du tout. Parce que les marchés financiers, ils savent très bien que la dette publique est adossée aux recettes fiscales, et donc ils

savent très bien qu'il y aura un meilleur rendement fiscal et que ça va renforcer la crédibilité de la dette publique, et donc ça va renforcer la cohérence macro-économique de notre politique. Et donc non, c'est pas vrai, il y aura pas de prime sur les taux d'intérêt ou peut-être la prime, ça va durer trois mois et ça va baisser. Si on mène une vraie politique cohérente avec un vrai projet de développement à long terme, eh bien on va pas faire face au mur de l'argent, c'est pas vrai. Même dans le système ultra-dérégulé que nous connaissons actuellement, il y aura pas d'intérêt coalisé contre notre dette publique. Non, parce qu'il y aura plein de gens qui auront intérêt à l'acheter, notre dette publique. Bon, j'ai dit à peu près tout ce que je voulais pour l'instant. Je vais pas tarder à partir. Tu veux dire le mot de la conclusion ?

Avant que tu partes, s'il y a des questions dans la salle.

Merci beaucoup pour votre présentation, c'était très intéressant. Donc je pense que si on résume un petit peu ce que vous proposez, c'est d'avoir une politique au service, donc on peut utiliser le terme technique de la croissance potentielle et des investissements en avenir plutôt que d'avoir une politique austéritère. Ce qui est très intéressant, et c'est très néoconservateur, puisque vous en avez fait l'éloge. La seule question que je me pose, c'est qu'aujourd'hui à gauche, on revient peut-être aussi à ce que disait Rocard dans les années 80, notre discours économique est quand même essentiellement concentré sur la redistribution. Et c'est un problème. Et aujourd'hui, tous les gains qu'on va faire en termes de croissance ou qu'on fait en termes de recette fiscale, on les met dans la redistribution. Et c'est notamment, j'ai un petit dada sur la question des retraités, qui est une question qui est en train d'augmenter de plus en plus vite. C'est-à-dire qu'est-ce qu'on fait aussi, le niveau de vie des retraités, par rapport à certains retraités qui gagnent beaucoup, qui ont parfois aussi un niveau de vie supérieur aux actifs, par un certain nombre de mécanismes micro pour le coup. La question que je me pose, c'est si effectivement les investissements sont prioritaires, et je pense que c'est ce vers quoi on doit aller, pour générer de la croissance supplémentaire, engager la transition écologique, c'est aussi la question que je pense qu'on a, et je pense, un discours sur l'état social qui est compliqué. Parce que d'une part, on a des indicateurs économiques qui sont très mal foutus, en réalité, parce qu'on a une comptabilité qui met à équivalence des systèmes qui n'ont rien à voir. Par exemple, c'est le chiffre qui est souvent pris, c'est l'importance de la santé en France et aux États-Unis. En réalité, les Américains dépensent beaucoup plus que nous dans la santé, mais par contre, c'est un système qui n'est pas socialisé. Donc, finalement, leurs dépenses publiques sont beaucoup moins élevées. En réalité, ce n'est pas le cas. La question que je me pose, c'est où est-ce qu'on va aussi, comment on fait en sorte de dégager quand même des marges de manoeuvre sur peut-être certaines parts de l'état social, au moins à court terme. Ça n'empêchera pas de se reposer à la question de la redistribution à plus long terme. Mais comment on fait pour quand même dégager des marges de manoeuvre à court terme, investir ? Et je partage en partie votre avis sur l'annulation de la dette publique, en tout cas, ce n'est pas une solution magique. Après, ça dégage peut-être des marges de manoeuvre, mais ça va participer à la cohérence macroéconomique que tu évoquais, Bruno. Mais le problème, c'est qu'on voit bien en réalité la dynamique dans laquelle l'annulation de la dette publique est proposée. C'est en fait proposer un financement à long terme monétaire de la dette. Et c'est là, à mon avis, qu'on va se retrouver face à un problème. C'est qu'on va effectivement provoquer de l'inflation à long terme, et à ce moment-là, ça va poser problème. Mais du coup, comment on fait pour quand même maîtriser une partie de la dépense sociale à court terme sans pénaliser, ou en tout cas en minimisant le plus possible, la pénalisation de ceux qui vont les subir ? Parce que dès qu'on baisse une dépense, en réalité, on pénalise des gens. Et pour dégager des marges de manoeuvre, en faveur de l'investissement, de la croissance, et pour faciliter l'ajustement à moyen terme. Je

réponds maintenant

? Oui, un petit truc. Je voudrais savoir la position du PS par rapport à l'amendement du Troye. Parce qu'ils disent que tous les députés sont comptés, les multinationales s'en sont nettement servis, alors que pour les PME, c'est bien. Est-ce que le PS est aussi pour l'annulation de cet amendement ? C'était ma question. C

est sur la transmission des entreprises.

Merci pour vos deux questions. L'IME répondra la deuxième, moi je réponds à la première. Redistribution versus investissement ? Oui, bien sûr, je vois très bien le problème. Ma réponse est à deux niveaux. Je pense effectivement qu'on a beaucoup mis l'accent sur la redistribution, et on a raison, mais il n'y a pas que ça. Et on peut de toute façon améliorer la qualité redistributive en améliorant la progressivité de la fiscalité, en faisant contribuer davantage ceux qui ont davantage, sans les brimer pour autant, il y a beaucoup de marge de manoeuvre. Beaucoup, beaucoup, beaucoup. Pourquoi ? Parce que ceux qui sont dans le haut de la fourchette sont devenus beaucoup plus riches que les autres. Et ils ont accumulé un patrimoine énorme. Et on a complètement défiscalisé les patrimoines, ça c'est Sarkozy. Donc il faut refiscaliser les patrimoines, et il faut améliorer la progressivité de la fiscalité des revenus. Et là, on a des marges de manoeuvre énormes, et on n'est pas obligé d'y aller à coup de massue. On peut y aller de manière incrémentale, fine. On a des outils qui sont très, très, très raffinés pour le faire avec la microsimulation, notamment sur les ménages. Ce qui pose problème en termes d'informations, c'est sur les entreprises. Donc c'est vraiment faisable. On peut trouver des marges de manoeuvre en termes de centaines de millions. Ensuite, sur l'investissement. Il y a un truc fondamental qu'il faut comprendre, c'est que les services publics non marchands, je dis bien les services publics non marchands, parce qu'on a des services publics qui sont aussi quasi marchands, les services publics non marchands contribuent de manière massive à la redistribution. Et ces services publics non marchands sont adossés à un investissement public. Donc si on a un programme d'investissement qui se musque et qui prépare mieux l'avenir, ça va bénéficier aussi aux plus modestes. Leur niveau de vie va s'améliorer, leur qualité de vie va s'améliorer et ça va contribuer à notre effort de redistribution. Donc ça c'est fondamental de l'avoir en tête. L'investissement public n'est pas un abandon de la préoccupation de la redistribution. Au contraire, c'est une manière de promouvoir et de faire perdurer à long terme notre capacité à redistribuer, notamment parce que les services publics, et en particulier les services publics non marchands, jouent un rôle massif dans la réduction des inégalités et donc dans ce qu'on appelle le revenu ajusté des ménages les plus modestes. Dans la capacité de consommation des ménages les plus modestes. Et bien sûr, ce qui joue massivement, c'est d'une part le logement et d'autre part et surtout l'éducation. Donc on va avoir un grand sujet sur le financement de l'université. Je vais devoir partir bientôt mais j'écoute Lim.

Deux mots avant pour rebondir sur la question qui a été posée sur la redistribution et la production. Dans le programme, on ne se contente pas d'un socialisme de redistribution, on s'occupe aussi d'un socialisme de production. Au sens où nous mettons l'accent sur la réindustrialisation verte du pays et ça signifie clairement qu'on peut redistribuer et c'est nécessaire parce que ce n'est pas les plus pauvres qui ont l'empreinte carbone la plus importante et il faut d'ailleurs les aider à engager les travaux nécessaires pour l'isolation des logements et la transition écologique. Mais nous mettons l'accent également sur le volet accroissement du taux de croissance potentiel par une politique de l'offre de gauche. Appelons ça comme ça si on veut. Il y a une politique de l'offre de droite qui a été mise en place sous Macron. L'enjeu s'est trouvé, j'ai appelé ça tout à l'heure dans mon exposé, une politique industrielle. C'est le terme qu'on utilisait auparavant sous chevronnement quand il était au ministère des Finances pour parler de politique de l'offre de gauche. Sauf qu'à l'époque ça passait par les nationalisations et par des choses comme ça. Donc il n'est pas exclu que dans les secteurs stratégiques il faille remettre de l'État dans le capital des entreprises stratégiques pour

engager les directions d'entreprise à réinvestir sur le territoire national et au lieu de déménager les usines à l'autre bout du monde ou en Europe de l'Est. réflexion que nous avons. Et puis sur les aides publiques, nous, nous ne sommes pas, tu as été un peu critique sur les aides publiques, mais à partir du moment où l'état stratège se mêle de planification écologique, les aides publiques, c'est un instrument important, à l'instar de ce qu'ont fait les Américains avant que Trump n'arrive avec l'Inflation Reduction Act américain, qui est un véritable plan de réindustrialisation verte avec des aides publiques et une protection vis à vis de l'invasion des produits chinois. Donc il faut qu'on fasse pareil en Europe et ça fait partie des choses auxquelles on réfléchit. Alors après sur le Dutreil, c'est sur le pacte Dutreil que vous vouliez. Sur le Dutreil, dans le programme, nous proposons de raboter le Dutreil parce que c'est une niche qui s'élève quand même à 5 milliards et qui bénéficie quand même à la transmission du haut du panier. Mais effectivement, vous avez raison que sur le volet transmission des PME, c'est nécessaire. Et sur le patrimoine, l'accent qu'on met parce que la difficulté, c'est de taper les biens professionnels des riches qui sont planqués dans les holdings. Alors, on a repris la proposition Zuckman qui revient à la même chose, mais en tapant les revenus qui sont supérieurs à un certain seuil pour les très, très hauts revenus. Mais ça revient d'une certaine façon à taper leur patrimoine sans forcément poser le problème de la remise en service de dispositifs qui ont été attaqués par le Conseil Constitutionnel sous l'influence des holdings financiers qui, à l'époque, ont rendu par exemple anti-constitutionnel la taxation des dividendes qui sont logés dans les holdings financiers. Donc, à court terme, si on veut mettre la main sur ça, il faut passer par le Zuckman. Enfin, je ne rentre pas dans les détails techniques, mais Zuckman avait trouvé le truc en disant on va taper 2 % du patrimoine des plus riches, tout simplement. Mais sinon, sur le Dutreil, on préserve pour les PME, mais on le rabote. On essaye de gagner 2 milliards. On le rabote. Donc, ça veut dire qu'on maintient le dispositif pour les PME, mais on réduit la niche pour les très hauts patrimoines.